

Libération de 61 prisonniers rebelles au Burundi

PANA, 27/07/2008 Bujumbura, Burundi - Quelques membres prisonniers du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) ont été libérés, dimanche, des cachots de la Brigade spéciale de recherche (BSR, service national de renseignement) après plusieurs semaines de détention pour "tentative d'enrôlement" dans les rangs du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, a-t-on appris de source policière à Bujumbura. Un sénateur de la circonscription de Kirundo, dans le nord du Burundi, Benoît Ntiganzwa, fait partie des personnes libérées. Il avait été arrêté pour "participation au recrutement de nouveaux membres du PALIPEHUTU-FNL" selon les mêmes sources.

Le porte-parole de la Police nationale, Channel Ntarabaganyi, a fait savoir à la presse que le recrutement de nouveaux combattants violait l'accord de cessez-le-feu signé par le PALIPEHUTU-FNL et l'Etat burundais en septembre 2006. Les personnes libérées ont été renvoyées directement dans leurs familles, après toujours le porte-parole de la Police nationale. Les protagonistes de la crise sociopolitique au Burundi ont multiplié ces derniers jours des gestes d'apaisement pour donner toutes ses chances à l'accord de cessez-le-feu en souffrance depuis bientôt deux ans. Le dernier, le PALIPEHUTU-FNL s'est résolu, après des mois de tergiversation, à envoyer plus de 2.000 combattants encore dispersés dans différents endroits du pays dans un site de rassemblement du Nord-Ouest du Burundi en prélude au processus de leur démobilisation, désarmement et réintégration. Des dirigeants gouvernementaux et rebelles de se rendre, dimanche soir, à Pretoria, pour négocier, cette fois, les questions politiques ayant trait à l'intégration des membres dirigeants du PALIPEHUTU-FNL dans les différentes institutions étatiques du pays, après des sources proches de la médiation sud-africaine dans le conflit burundais. A